



DÉCLARATION DU BUREAU POLITIQUE

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale et les élections qui s'en sont suivies, la France est entrée dans une crise politique et de régime qui va se caractériser par une instabilité institutionnelle, au moins jusqu'aux prochaines élections présidentielles prévues au mois de mai 2027.

Derrière l'âpreté du combat pour la conquête de places se déroule une terrible bataille de la lutte de classes, au travers le poids de la dette publique que les tenants du néo-libéralisme veulent faire peser sur la classe ouvrière et les couches populaires par des mesures d'austérité budgétaire.

Dans ce contexte, nous guadeloupéens devons comprendre, que quand il y a le feu au Palais on ne s'occupe pas des écuries, encore moins des colonies.

Le Parti Communiste Guadeloupéen réaffirme qu'il n'y aura pas de réponse, à la crise globale qui désagrège notre pays sans une rupture avec le système de pwofitasyon, c'est à dire de tutelle politique, de domination économique, d'exploitation sociale, de démounaj culturel que l'État français exerce à l'encontre du peuple guadeloupéen.

Qu'elle que soit la configuration politique en France, il n'y aura pas de changement pour la Guadeloupe, sans un pouvoir politique guadeloupéen, dans le cadre d'un statut d'Autonomie, pour mettre en place le système politique, économique et social et le modèle de société, décidés par les guadeloupéens eux-mêmes.

C'est à la réalisation de cette tâche historique que nous appelons les forces, politiques, sociales, économiques, culturelles et associatives, la jeunesse et tous ceux qui partagent les idéaux du respect des droits des peuples, de progrès et de développement économique durable, de justice sociale.

Le sens du pays nous commande un devoir d'honnêteté, de vérité et de responsabilité politique.

La vérité c'est de dire qu'il n'y a pas d'avenir pour la Guadeloupe dans le cadre du droit commun français et européen, ni dans le statu quo statutaire, ni non plus dans un quelconque réaménagement de l'assimilation-coloniale.

Pour traiter le mal à sa racine, il faut s'attaquer aux racines du mal.

Il faut une réponse guadeloupéenne à la hauteur des enjeux et des urgences du pays.

La Guadeloupe doit rompre avec la soumission, la dépendance et la tutelle coloniale de la France, en se dotant du statut politique, décidé par le peuple guadeloupéen, conformément aux prescriptions de la charte de l'ONU sur le droit à l'autodétermination des peuples.

Le choix du statut politique, Autonomie, Indépendance, est de la responsabilité exclusive du peuple guadeloupéen, c'est à lui et à lui seul d'en décider sans aucune intervention des instances et institutions du pouvoir colonial.



PARTI COMMUNISTE GUADELOUPÉEN



Nous devons être conscients, que la question de l'unité est la pierre angulaire de notre lutte d'émancipation et nous départir des divisions et oppositions stériles, qui déstabilisent et démobilisent nos concitoyens et font ainsi le jeu de l'État colonial et du camp de l'assimilation-coloniale.

Le défi pour les partis et organisations véritablement engagés dans la lutte pour la décolonisation, c'est de s'accorder sur un projet commun guadeloupéen, c'est-à-dire sur une plateforme minimale, d'émancipation politique, de développement économique, de justice et de solidarité sociale, de valorisation culturelle, pour gagner les masses populaires à s'engager résolument dans la lutte d'émancipation pour ouvrir une perspective pour la Guadeloupe.

Le Bureau Politique

Pointe-à-Pitre, le 23 septembre 2024